MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NEW DELHI

N° 36 – Du 24 au 30 septembre 2021

En bref

Afghanistan : Le gouvernement saisit les autorités de l'aviation civile indienne en vue de la reprise des liaisons commerciales.

Bangladesh : La Banque asiatique de développement valide son nouveau programme quinquennal. Prêt de 250 M USD de la BAsD pour soutenir les populations rurales et les PME-TPE. La mise en œuvre des plans de soutien au secteur des PME prend du retard. Montée en puissance du Bangladesh dans les engagements des grands fonds mondiaux pour le climat.

Bhoutan : L'avancement du 12ème plan quinquennal ralenti par la pandémie.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Révision des prévisions de croissance par trois agences de notation pour l'exercice 2021/22. Le solde de la balance des transactions courantes reste excédentaire au terme du T1 2021/22. Les représentants du ministère des Finances plaident pour de meilleures perspectives de notation souveraine lors d'une réunion avec *Moody's*. *Politique budgétaire :* Le plan de privatisation du gouvernement en bonne voie selon le conseiller économique en chef du ministère des Finances. Le ministère des Finances forme deux groupes de travail sur la fiscalité. *Politique monétaire, secteur bancaire et financier :* Le programme de garantie de ligne de crédit d'urgence prolongé jusqu'en mars 2022. La Banque publique *Indian Overseas Bank* est retirée du dispositif dit PCA (*Prompt Corrective Action*) par la RBI. *Finances publiques :* Objectif d'emprunts sur les marchés au S2 2021/22 fixé à 5 030 Mds INR.

Népal : Nouvelles restrictions aux sorties de capitaux imposées par la Banque centrale. Opération de prise de pension de la Banque centrale pour 30 Mds NPR.

Pakistan : Dégagements massifs à la Bourse de Karachi. Selon l'agence *Fitch*, la baisse de la PKR constatée cette semaine devrait se poursuivre. Narratif gouvernemental pour rappeler la solidité du Pakistan face à la crise économique et annonces d'actions pour juguler l'augmentation des produits de première nécessité. 10ème réunion du Comité mixte de coopération CPEC du corridor économique Pakistan-Chine. Deuxième renflouement de l'année 2021 de la *Pakistan International Airlines* (PIA).

Sri Lanka : 3ème baisse consécutive des transferts des migrants en août. Réouverture sans restriction de Sri Lanka pour les touristes vaccinés. Forte augmentation des prix du riz. Sri Lanka rejoint le « *No New Coal Power Compact* ».

Afghanistan

Le gouvernement saisit les autorités de l'aviation civile indienne en vue de la reprise des liaisons commerciales

L'Autorité afghane de l'aviation civile, désormais dirigée par le régime taliban, a saisi le Directeur général indien de l'aviation civile en vue de la reprise des liaisons depuis et vers Delhi, opérées par *Kam Air* et *Ariana Afghan Airline*. L'espace aérien afghan a été déclaré « hors de contrôle » et fermé pour les avions civils le 16 août, lors de la prise du pouvoir par les Talibans. Depuis, le régime a réussi, avec le soutien du Qatar, à rouvrir certains aéroports dont Kaboul. *Ariana Afghan Airline* a repris les vols domestiques, quant aux vols internationaux, ils ont repris, en direction de l'Iran et d'Islamabad via la *Pakistan International Airline*.

Bangladesh

La Banque asiatique de développement valide son nouveau programme quinquennal

La Banque Asiatique de Développement (BAsD) a validé le 21 septembre 2021 sa stratégie de partenariat pays (*CPS Country Partnership Strategy*) avec le Bangladesh pour la période 2021-2025 ; elle prévoit une enveloppe de prêts comprise entre 10 et 12 Mds USD (dont 4 Mds USD en concessionnel COL), complétée d'une assistance technique (sous forme de dons) de 40 M USD. L'enveloppe du précédent CPS s'est élevée à 9,6 Mds USD. Fin 2020, la BAsD avait un portefeuille en prêts souverains de 11,3 Mds USD (53 projets) et de 203 M USD en non souverain (6 projets), avec un niveau moyen de décaissement de 18,4%.

Le programme met l'accent sur une croissance soutenable et l'inclusion financière des populations défavorisées. Les projets d'infrastuctures routières favorisant l'intégration régionale devraient représenter une part significative de l'enveloppe prévue. Sur les 5 prochaines années, le Bangladesh espère ramener le taux moyen de pauvreté de 20,5% à 15,6% et celui d'extrême pauvreté de 10,5% de la population à 7,4%.

Prêt de 250 M USD de la BAsD pour soutenir les populations rurales et les PME-TPE

La BAsD a validé le 24 septembre dernier le programme de soutien à l'activité économique en milieu rural (*Sustainable Economic Recovery Program*) pour le Bangladesh, dont une 1ère tranche de 250 M USD (*Subprogram* 1er avril 2020–septembre 2021) vise à soutenir l'activité des TPE-PME, surtout en milieu rural.

L'enveloppe globale représente 700 M USD ; la phase 2 (co-financée par l'AIIB, *Eximbank of Korea* et le fonds OPEP) couvre la période octobre 2021-juin 2023.

La mise en œuvre des plans de soutien au secteur des PME prend du retard

Le gouvernement a mis en place dès avril 2020 des enveloppes conséquentes de soutien à l'activité économique, qui représentent en cumul plus de 5 points de PIB. La dévolution des crédits aux bénéficiaires via les banques a été très inégale : les enveloppes pour le secteur exportateur et les grandes entreprises ont été rapidement consommées ; celles destinées au secteur TPE-PME (ou CSME pour *Cottage, Small & medium Entreprises*) ont été assorties à ce jour d'un décaissement faible, les banques (déjà très affectées par des crédits en souffrance avant la pandémie) étant réticentes à mettre en place les crédits auprès d'une population offrant peu de garanties.

La Banque centrale a récemment mis les banques et institutions financières en demeure (16 établissements ont été récemment notifiés) et ouvert de nouvelles lignes de crédits ; les 200 Mds BDT (2 Mds EUR) ouverts restent largement inutilisés. La Banque réserve désormais 70% de l'enveloppe aux CSME et 30% aux PME, jusqu'en juin 2022, avec un taux d'intérêt plafonné à 8% pour les femmes entrepreneurs. Le taux moyen ressort à 9%, ventilé comme suit (5% l'élément

bonifié par la Banque centrale, et 4% à la charge de l'emprunteur).

Montée en puissance du Bangladesh dans les engagements des grands fonds mondiaux pour le climat

En prenant en compte les trois principaux fonds (Fonds vert pour le climat GCF, Fonds pour l'environnement mondial GEF, *Least Developed Countries Fund* et ses équivalents régionaux SCCF et NPIF), le Bangladesh a reçu en août 2021 un cumul de 588 M USD, loin derrière l'Inde (1765 M USD), devant le Pakistan (482 M USD) et Sri Lanka (414 M USD). Avec des économies bien moins développées, le Bhoutan, le Népal et les Maldives ont également reçu des sommes relativement comparables à celle de Dhaka (respectivement 408 M, 334 M et 272 M USD).

Pour autant, compte tenu de sa bonne santé économique et financière (un endettement externe modéré équivalant à 15,5% du PIB fin juin 2020, une croissance annuelle supérieure à 6% anticipée pour la période 2022-2026 et des réserves de change de 48 Mds USD à fin août 2021), le Bangladesh devrait creuser l'écart avec le Pakistan, le Bhoutan et Sri Lanka/Maldives dans les prochaines années, compte tenu de leur niveau de surendettement.

Comparaison régionale des prêts et dons reçus (M USD) fin août 2021

M USD	Ban.	Ind.	Pak.	Nép.	Bho.	Mal.	SL
GEF	193,2	1341	258,9	224,6	207,5	242,5	331,7
LDCF	44	109	102,5	43,1	148,8	6,3	4
GCF	351,1	314,8	121	66,7	52	23,6	77,9
Total	588,3	1764,8	482,4	334,4	408,3	272,4	413,6
Programmes							
GEF/LDCF	39/9	109/3	55/2	34/9	31/9	32/3	54/2
GCF	5	4	3	2	2	2	2

LDCF et équivalents: SCCF pour Inde, Pakistan et Sri Lanka; NPIF pour Bhoutan

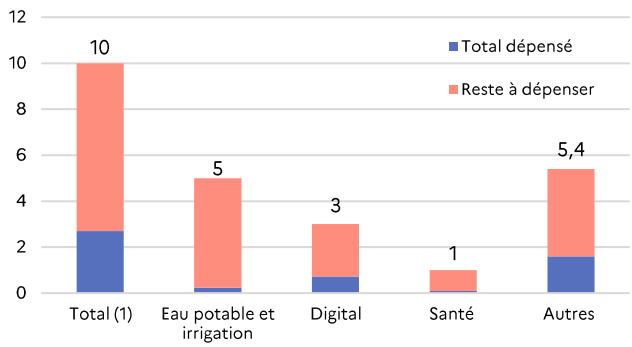
Bhoutan

L'avancement du 12ème plan quinquennal ralenti par la pandémie

Alors que la moitié du 12ème plan quinquennal (2018-2023) s'est déjà achevée, le gouvernement n'a utilisé que 2 Mds BTN sur les 10 Mds BTN (135 M USD) prévus pour les neuf programmes phares du plan. Ces programmes ont été identifiés comme prioritaires, d'importance stratégique et à fort impact socio-économique. Ils concernent l'assainissement de l'eau et l'irrigation, le numérique (*Digital Drukyul flagship programme*), la santé (hors Covid-19), mais aussi la gestion des déchets, le tourisme, l'éducation ou encore la promotion de *start-up*. En raison du retard de réalisation de ces programmes, lié à la pandémie et aux restrictions sanitaires, leur budget avait déjà été revu à la baisse, de 15 Mds à 10 Mds BTN.

Au départ, le budget d'investissement total pour le 12ème plan était de 116 Mds BTN (1,6 Md USD), révisé à 117,2 Mds BTN par la suite, destiné aux agences centrales, gouvernements locaux, programmes phares et au *Bhutan Economic Stabilisation Fund*. Pour l'heure, 53 Mds BTN soit 45,2% du budget a été dépensé. Enfin, sous l'effet de la crise, le gouvernement a réorienté les priorités du 12ème plan, en particulier vers le développement de ports secs et des axes routiers pour faciliter le commerce et les importations.

Dépenses des programmes phares du 12ème plan (Mds BTN)



Inde

Indicateurs macro-économiques

Révision des prévisions de croissance par trois agences de notation pour l'exercice 2021/22

Standard & Poor's (S&P) a maintenu sa projection de croissance du PIB réel de l'Inde à 9,5% pour l'exercice 2021/22, citant un fort rebond au cours du T2 (juillet-septembre) après une activité perturbée par la seconde vague de la Covid-19 au T1. Cependant, l'agence constate que les indicateurs macroéconomiques nationaux restent faibles, bien qu'ils se redressent. Dans ses dernières perspectives sur l'Asie-Pacifique, l'Agence a mis en garde contre l'impact d'une réduction plus rapide que prévue des flux de capitaux (alimentée par la perspective d'un *tapering* de la Fed), affirmant qu'elle pourrait entraîner des risques compte tenu de la politique monétaire accommodante de la RBI assortie de taux d'intérêt réels négatifs.

L'agence ICRA (agence indienne partiellement détenue par *Moody's*) a révisé la projection de croissance du PIB réel à la hausse, en la portant de 8,5 à 9%, grâce à de meilleures perspectives pour la seconde moitié de l'exercice. L'accélération de la vaccination, de bonnes estimations anticipées de récoltes du *kharif* (été) ainsi que l'augmentation des dépenses publiques devraient stimuler la confiance, notamment de services de contact. Selon l'économiste en chef de l'agence, Aditi Nayar, cela pourrait contribuer à relancer les secteurs de l'économie les plus touchés par la pandémie, à condition toutefois que la situation sanitaire reste sous contrôle, ce qui n'est pas garanti à ce stade.

Enfin, *Care Rating* a révisé la projection de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à présent estimée entre 9 et 9,2 % contre 8 à 8,9 % précédemment, citant un meilleur résultat du PIB que prévu au premier trimestre.

Le solde de la balance des transactions courantes reste excédentaire au terme du T1 2021/22

D'après les chiffres publiés par la Banque centrale, la balance des transactions courantes présente un solde excédentaire équivalent à 0,9% du PIB au terme du T1 2021/22 (avril – juin), soit 6,5 Mds USD contre un déficit de 1% du PIB au T4 2020/21 et un excédent de 3,7% du PIB au T1 2020/21.

De fin mars à fin juin, l'excédent retrouvé du compte courant s'explique par la contraction du déficit commercial de marchandises ramené de 41,7 Mds USD à 30,7 Mds USD et la hausse des recettes nettes des services 25,8 Mds USD contre 23,5 Mds USD fin mars. En glissement annuel, l'excédent est amoindri au T1 en raison d'un déficit commercial plus important (-11 Mds USD au T1 2020/21) malgré, ici encore, des recettes des exportations de services en hausse (+24% en g.a.). Enfin, les transferts nets d'argent des travailleurs indiens émigrés représentent 13,2 Mds USD, en augmentation de 12,7% en g.a.

En ce qui concerne le compte financier, les investissements directs étrangers (IDE) nets atteignent 11,9 Mds USD, après des sorties nettes au T1 2020/21 (-0,5 Mds USD) et 2,7 Mds USD au T4 2020/21. Les investissements de portefeuille ralentissent également, ils s'élèvent à 402 M USD, contre 7,3 Mds USD au T4 2020/21 et 642 M USD un an auparavant. Parallèlement, les prêts nets (dont l'aide extérieure, les emprunts commerciaux extérieurs et le crédit commercial à court terme) ont enregistré une entrée de 3,2 Mds USD contre 2,8 Mds USD un an plus tôt et 6,0 Mds USD au T4. Au total, le compte financier enregistre une entrée de capitaux de 15,5 Mds USD contre 17,7 Mds USD au T4 2020/21 et 2,9 Mds USD au T1 2020/21.

Enfin, au terme du T1 2021/22, les réserves augmentent en glissement annuel de 19,4% pour s'élever à 603,9 Mds USD à comparer à 505,6 Mds USD un an plus tôt. Elles couvrent près de 14,1 mois d'importations sur la base de la moyenne mensuelle du T1 (42,7 Mds USD).

Les représentants du ministère des Finances plaident pour de meilleures perspectives de notation souveraine lors d'une réunion avec *Moody's*

Le mardi 28 septembre s'est tenue une réunion entre de hauts responsables du ministère des Finances, dont le conseiller économique en chef

K V Subramanian, et des représentants de *Moody's*.

Lors de cette réunion, la partie indienne a plaidé en faveur d'un relèvement de la perspective négative actuellement adossée à la notation souveraine, en amont de l'exercice annuel de réévaluation effectué par l'agence de notation. L'an dernier, *Moody's Investors Service* avait abaissé la note souveraine de l'Inde de « Baa2 » à « Baa3 », affirmant l'existence de défis dans la mise en œuvre de politiques visant à atténuer les risques liés à une période prolongée de faible croissance et de détérioration de la situation budgétaire.

Les responsables, au cours de la réunion, ont discuté des perspectives de croissance économique de l'Inde. Pour rappel, Moody's a prévu une croissance de 9,3 % au cours de l'exercice actuel se terminant en mars 2022, tandis que pour l'année civile 2021, Moody's a fortement réduit son estimation de croissance à 9,6 %.

En mai dernier, l'agence *S&P Global Ratings* avait déclaré qu'elle ne prévoyait aucun changement dans la note souveraine de l'Inde pour les deux prochaines années.

Politique budgétaire

Le plan de privatisation du gouvernement en bonne voie selon le conseiller économique en chef du ministère des Finances

Krishnamurthy Subramanian a déclaré que l'objectif de cession de 1800 Mds INR (21 Mds EUR) notamment de la *Life Insurance Corporation* (LIC) ou de *Bharat Petroleum Corporation* (BPCL) serait atteint pour l'exercice 2021/22. Il a notamment déclaré que l'introduction partielle en bourse de la LIC serait réalisée d'ici le T4 (janvier-mars 2022).

Pour rappel, le gouvernement a récemment nommé 10 banquiers d'affaires pour la mise en œuvre de cette opération, qui pourrait représenter à elle seule, près de 50% de l'objectif de cession d'actifs du gouvernement.

Le ministère des Finances forme deux groupes de travail sur la fiscalité

Le ministère des Finances a constitué deux groupes de travail, composés essentiellement de ministres des Finances des États fédérés. Le premier examinera la pertinence des tranches d'imposition et des exonérations actuelles de la *Goods and Services Tax* (GST) tandis que le second identifiera les sources potentielles d'évasion fiscale et les failles dans les systèmes informatiques. Les deux groupes devraient rendre leur rapport dans deux mois.

Politique monétaire, secteur bancaire et financier

Le programme de garantie de ligne de crédit d'urgence prolongé jusqu'en mars 2022

Le ministère des Finances a prolongé le programme de garantie de ligne de crédit d'urgence jusqu'au 31 mars 2022 ou jusqu'à l'atteinte du plafond fixé à 4500 Mds INR (52,2 Mds EUR). En outre, la dernière date de décaissement dans le cadre du programme a également été prolongée jusqu'au 30 juin 2022. Depuis son lancement, plus de 11,5 M de micro, petites et moyennes entreprises ont pu bénéficier du programme pour faire face aux perturbations causées par la pandémie de Covid-19. Au 24 septembre 2021, les prêts approuvés dans le cadre du programme ont franchi la barre des 2 900 Mds INR (33,7 Mds INR) dont 95% accordés aux MPME.

La banque publique *Indian Overseas Bank* est retirée du dispositif dit PCA (*Prompt Corrective Action*) par la RBI

Le Conseil de Stabilité Financière de la RBI, qui vient d'examiner les résultats financiers des banques, a décidé de rapporter le dispositif PCA, auquel la banque publique *Indian Overseas Bank* était soumise et qui lui faisait obligation de prendre les mesures correctrices nécessaires en vue de restaurer la qualité de son bilan et sa rentabilité. Le dispositif a notamment pour effet de priver les banques auxquelles il s'applique d'une grande partie de leur autonomie de gestion, notamment en matière d'allocation de

nouveaux crédits, de distribution de dividendes et de recrutement/ouverture de nouvelles succursales. La levée du dispositif s'explique notamment par le fait que pour la première fois depuis 2014, la banque retrouve une rentabilité des actifs positive et que son taux de prêts non-performants revient en-deçà de 6%.

La banque s'est par ailleurs engagée à se conformer de manière pérenne aux normes de capital réglementaire minimum, de prêts non-performants, et au ratio de levier. Elle a informé le régulateur qu'elle avait renforcé les instruments et méthodes de suivi de ces indicateurs, de manière à respecter ces critères.

Pour mémoire, IOB fait partie des deux banques publiques appelées à être privatisées rapidement. L'autre banque, *Central Bank of India*, est en revanche toujours subordonnée au dispositif PCA.

Finances publiques

Objectif d'emprunts sur les marchés au S2 2021/22 fixé à 5 030 Mds INR

Le ministère des Finances, en consultation avec la *Reserve Bank of India*, a publié le calendrier des adjudications pour le S2 2021/22 avec un objectif d'émission total de 5030 Mds INR (58,4 Mds EUR). Lors de la présentation du budget de l'Union 2021/22 en février dernier, le gouvernement avait fixé un objectif d'emprunts sur le marché pour l'exercice en cours à 12 050 Mds INR (140 Mds EUR), dont 7 240 Mds INR devaient être mobilisés au S1. D'après les chiffres de la RBI, les emprunts effectifs au cours du S1 s'élèvent 7 020 Mds INR (soit 97% de l'objectif).

Le gouvernement prévoit désormais de mobiliser le solde de 5 030 Mds INR au S2 2021/22 soit une diminution de 19,4 % en glissement annuel. 21 sessions seront organisées avec des émissions de titre à maturité 2, 4, 5, 10, 14, 30 et 40 ans ainsi que des obligations à taux variable (maturité de 7, 8 et 13 ans). Pour rappel, le déficit budgétaire de l'administration centrale est estimé à 6,8% du PIB pour l'exercice en cours, contre 9,5% du PIB prévu pour l'exercice 2020/21 (finalement ramené à 9,3%).

Népal

Nouvelles restrictions aux sorties de capitaux imposées par la Banque centrale

La Banque centrale a plafonné les échanges de devises liquides à 200 USD par personne, sur présentation de documents de voyage. Normalement, le plafond pour les voyageurs à destination de l'étranger et détenteurs d'un visa touriste est de 1 500 USD.

L'intervention de la Banque centrale fait suite au solde négatif de la balance de base (hors réserves de change) enregistré mi-août (fin du premier mois de l'exercice 2021/22), établi à 38,8 Mds NPR (325 M USD) contre un solde positif de 51,5 Mds NPR à la même période un an plus tôt. Le compte courant est également en déficit (47,9 Mds NPR soit 401 M USD) en raison d'une diminution des transferts d'argent des travailleurs émigrés (-18% en glissement annuel) et de l'augmentation des importations au cours de ce premier mois (+75% en g.a.). Les réserves de change de 11,4 Mds USD étaient en diminution de 2,8% et couvraient ainsi neuf mois d'importations de biens et huit mois d'importations des services, insuffisant selon la Banque centrale. Rappelons que le Népal est un pays importateur dont la balance commerciale est structurellement déficitaire.

Opération de prise de pension de la Banque centrale pour 30 Mds NPR

La Banque centrale népalaise a effectué, le 29 septembre, une opération de prise de pension à court terme (7 jours) pour 30 Mds NPR (251 M USD), en raison du manque de liquidité qui frappe les banques et institutions financières. Avant cela, la Banque centrale avait également racheté des titres à court terme : pour 20 Mds NPR les 2 et 16 septembre (7 jours) et pour 30 Mds NPR (14 jours) le 9 septembre.

Pakistan

Dégagements massifs à la Bourse de Karachi

Le PSX (la Bourse de Karachi) a connu une situation de vente panique mercredi 29 septembre. Son indice de référence a reculé de 2% pour atteindre 44366,74 points (il est depuis remonté à 44 899,60 points le 30 septembre à la clôture des marchés).

Les grands titres de la presse pakistanaise expliquent la forte baisse de la Bourse de Karachi par les spéculations sur l'impact du rapport concernant le projet de loi du Sénat américain visant à imposer des sanctions aux Talibans afghans et qui pourrait s'étendre au Pakistan.

Ahsan Mehanti, le Président d'une des maisons de trading les plus importantes de Karachi indique que la baisse de la valeur des actifs boursiers résulte également de la chute de la roupie et d'un report des investisseurs sur les obligations et bons du Trésor de l'État pakistanais.

On notera un effritement au cours du mois dernier de 47 418,7 points le 31 août dernier à 44 899,60 points à la clôture du 30 septembre, soit une baisse de 5,4%.

Selon l'agence *Fitch*, la baisse de la PKR constatée cette semaine devrait se poursuivre

L'annonce la semaine dernière du relèvement du taux directeur de 25 points de base, porté à 7,25% pour les deux prochains mois, à compter du 1er octobre 2021, n'a pas suffi pour empêcher la parité PKR/USD de continuer à baisser de 168, 02 PKR (pour 1 USD) le 10 septembre dernier à 170,66 PKR au 30 septembre. La roupie a ainsi perdu près de 11% depuis son point culminant du 21 mai 2021 (1USD = 152,174 PKR).

La mesure phare prise par la SBP (banque centrale) pour juguler la baisse de la PKR - à savoir, la réduction du plafonds de devises autorisé pour les importations, ramené à 500 000 USD par transaction, au lieu de 1 M USD précédemment - n'a pas permis d'empêcher l'effritement de la monnaie pakistanaise.

L'agence *Fitch* a révisé la parité moyenne PKR/USD pour 2022 à un taux moyen de 180 PKR pour 1USD contre une prévision précédente de 165. Selon un communiqué de *Fitch*, la baisse de la PKR est fondée sur la détérioration des termes de l'échange du Pakistan, le resserrement probable de la politique monétaire américaine, ainsi que le flux accru et difficile à contrôler des transferts en USD du Pakistan vers l'Afghanistan depuis la prise de contrôle par les Talibans.

Narratif gouvernemental pour rappeler la solidité du Pakistan face à la crise économique et annonces d'actions pour juguler l'augmentation des produits de première nécessité

Le contenu de la communication séparée des ministres des Finances et de l'Information cette semaine consistait à exprimer :

(i) que certains fondamentaux de l'économie pakistanaise se sont améliorés : les transferts des Pakistanais de l'étranger ont connu une augmentation de 5,4 Mds USD en 2020/21 par rapport à l'année fiscale précédente ; les revenus fiscaux pour les deux premiers mois de l'année 2021/22 ont augmenté de 42,3% ; les réserves de change s'élèvent à 27 Mds USD, en hausse de plus de 20 Mds USD comme cela avait été indiqué la semaine précédente.

(ii) que le Pakistan pâtit d'une inflation importée. Or, tout d'abord, l'augmentation des prix des produits alimentaires de base est due à l'augmentation de l'essence à la pompe de +25% au cours de cette année. Les enquêtes ont par ailleurs prouvé récemment que l'augmentation du sucre et de certains légumes (+150% d'augmentation des tomates en année glissante) était due au fait que des intermédiaires commerciaux locaux avaient exporté ces denrées produites sur place vers l'Afghanistan (d'où la préparation annoncée d'un décret interdisant l'exportation de ces denrées).

(iii) que l'économie urbaine était plus impactée que l'économie rurale. Or, selon des experts, ce sont les régions rurales limitrophes de l'Afghanistan qui sont les plus affectées par les mouvements spéculatifs sur les matières premières alimentaires.

En outre, alors qu'une forte inflation affecte certains produits de base (farine, sucre, huile de cuisine, beurre notamment), un débat con-

cernant les subventions sur ces produits s'est développé face aux turbulences économiques que connaît le Pakistan ces derniers jours. Il a été décidé d'allouer des ressources budgétaires à l'extension du système de la « *Utility Stores Corporation* » (au départ concentré sur la vente de riz et de farine) qui a pour mission de vendre en abondance des denrées à bas prix pour faire baisser les prix de certaines denrées alimentaires.

10ème réunion du Comité mixte de coopération CPEC du corridor économique Pakistan-Chine

On peut retenir de la 10ème réunion du Comité mixte de coopération (JCC) sur le corridor économique Pakistan-Chine (CPEC) qui s'est tenue par vidéoconférence, que le Premier ministre Imran Khan a affiché la volonté de renégocier les termes (échéances, taux et ROE, reports d'arriérés) des principaux contrats dans le secteur de l'énergie. 72 contrats d'opérateurs privés dans l'électricité (IPP) sont en cours de renégociation, alors que le pays pourrait se trouver en surcapacités à l'horizon 2025.

Imran Khan a saisi l'occasion de la tenue du JCC pour proposer l'extension du CPEC aux pays d'Asie centrale et notamment au nouveau régime afghan qui manifestait, selon lui, un vif intérêt pour le développement de la connectivité économique de l'Afghanistan avec le Pakistan et l'Asie centrale.

Deuxième renflouement de l'année 2021 de la *Pakistan International Airlines* (PIA)

La deuxième tranche d'aide à la trésorerie de la PIA de 230 MUSD décidée par le Comité de coordination économique (ECC) du gouvernement est pour moitié financée par un collectif budgétaire et pour moitié par des emprunts bancaires privés adossés à des garanties de l'Etat.

On notera que le gouvernement a relevé de 145 MUSD le montant de la garantie souveraine déjà mise en place en juin 2021 pour la partie privée du plan de renflouement de la PIA.

La direction générale de la PIA a informé l'ECC qu'avant la crise de la Covid-19 à laquelle s'est ajoutée l'interdiction de vols sur l'Europe et les Etats-Unis, les revenus quotidiens de la compagnie publique se situaient entre 290 000 et 410 000 USD. Il s'agissait d'un niveau déjà trop bas pour que la compagnie nationale soit rentable.

On notera que la PIA ne fait pas l'objet, à proprement parler, d'un plan de restructuration ou d'un plan stratégique qui doit permettre à terme la privatisation de la compagnie publique.

S'il apparaît que l'Etat pakistanais reste attaché à l'idée de continuer à disposer de PIA comme pavillon national, on notera que l'Etat pakistanais a autorisé des pourparlers entre le groupe *Laksani* (basé à Karachi) et la compagnie émirienne *Air Arabia* basée à Sharjah qui vise à lancer une compagnie « *low cost* » pour le marché intérieur du Pakistan.

Sri Lanka

3ème baisse consécutive des transferts des migrants en août

Au mois d'août, les transferts des migrants (seconde source de devises derrière les exportations) se sont élevés à 447 MUSD, soit une baisse de 33% en glissement annuel. Cette baisse des données mensuelles est la troisième consécutive depuis juin. Sur les huit premiers mois de l'année 2021, les transferts des migrants s'élèvent à 4,2 Mds USD, soit une baisse de 2,8% en g.a. Dans ce contexte et compte tenu du creusement du déficit de la balance commerciale, la Banque Asiatique de Développement prévoit une dégradation de la balance des transactions courantes, dont le déficit passerait de 1,3% en 2020 à 2,8% du PIB en 2021.

Réouverture sans restriction de Sri Lanka pour les touristes vaccinés

Les autorités sri lankaises ont annoncé la suppression, à partir du 29 septembre, de la dernière restriction de voyage à Sri Lanka pour les personnes vaccinées, à savoir le test PCR à l'arrivée et l'isolement dans un hôtel dans l'attente du résultat. L'objectif est de relancer le tourisme dans la perspective du début de la haute saison 2021/2022 (décembre/avril). Sur les huit premiers mois de l'année 2021, seuls 24 000 touristes sont arrivés à Sri Lanka et le montant des recettes touristiques s'est limité à 33 MUSD

contre 1,6 millions de touristes et 2,9 Mds USD de recettes sur la même période en 2018, la dernière année « normale » sans évènements extérieurs venus affecter le secteur (attentats en 2019, Covid en 2020 et 2021).

Forte augmentation des prix du riz

Face à la pénurie de riz qui sévit depuis quelques semaines, le gouvernement a été contraint de renoncer à imposer un prix de détail maximum sur cette denrée qui constitue la base du régime alimentaire sri lankais. Dans la foulée, les propriétaires des grandes rizeries ont annoncé une augmentation des prix de détail variant entre 17 à 40 % selon les qualités. Par ailleurs, afin de mettre fin à la pénurie de nombreux produits essentiels sur le marché local (en particulier la poudre de lait), le Premier ministre a enjoint la Banque Centrale de fournir 50 MUSD au secteur bancaire afin de permettre le paiement et le dédouanement de nombreuses cargaisons bloquées (la presse mentionne 800 containers) dans le port de Colombo depuis plusieurs semaines.

Sri Lanka rejoint le «*No New Coal Power Compact*»

Sri Lanka fait partie du groupe de pays comprenant le Chili, le Danemark, la France, l'Allemagne, le Monténégro et le Royaume-Uni, ayant annoncé le *« No New Coal Power Compact »*. Cette initiative a été lancée le 24 septembre à New York à l'occasion du dialogue de haut-niveau sur l'énergie dans le cadre des Nations-Unies. Ce pacte oblige les signataires à cesser immédiatement d'autoriser de nouveaux projets de production d'électricité au charbon. Ces pays appellent tous les autres gouvernements à prendre cette mesure et à rejoindre le Pacte avant la COP26 du Sommet des Nations Unies sur le climat afin de contribuer à la réalisation de l'objectif ambitieux du sommet d'abandonner le charbon comme source d'énergie.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Risque-pays**	**Climat des affaires**
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : © DG Trésor